

Le gouvernement Macron-Philippe, « un train d'enfer »... qui peut dérailler

Confirmation de la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires d'ici à la fin du quinquennat, de la fin du bac comme examen national et anonyme, de la mise en place de la sélection à l'Université ; présentation d'un nouveau projet de loi anti-immigrés, annonce d'une « *transformation profonde de l'organisation du système de santé* », promesse de faire passer avant l'été par ordonnances l'abrogation du statut de cheminot pour les nouveaux embauchés et la transformation en société anonyme de la SNCF, « big bang » dans la formation professionnelle, annonce d'une réforme de la justice... tout cela en un mois ! Et auparavant : ordonnances contre le Code du travail, hausse de la CSG, suppression de l'impôt sur la fortune... « *C'est un train d'enfer* », s'exclame *Le Figaro* (6 mars). Un train d'enfer pour pulvériser des décennies de conquêtes sociales et qui se fixe aussi pour objectif, sur sa lancée, d'écraser les régimes de retraite par répartition, le Code des pensions et la CNRACL d'ici à 2019. Rien de moins !

Il est vrai que Macron peut s'appuyer sur le travail de sape déjà réalisé par les gouvernements précédents et qu'il bénéficie de l'absence de toute alternative institutionnelle, le PS et Les Républicains n'en finissant pas d'agoniser après le séisme des élections de l'an dernier, résultat d'un immense rejet qui ébranle aussi tous les autres pays de l'Union européenne, les uns après les autres.

Macron sait pertinemment qu'il ne doit le pouvoir qu'aux mécanismes antidémocratiques de la V^e République et, paradoxalement, au rejet historique des gouvernements successifs et des partis qui les ont constitués alors qu'il entend achever leur travail, à leur place, et à marche forcée !

Il lit comme tout le monde, dans les sondages, l'érosion accélérée de sa maigre base électorale.

Avec la réforme institutionnelle, il entend donc accentuer jusqu'à la caricature les traits les plus bonapartistes et autoritaires de la V^e République, rompre tout ancrage « local », effacer tout écran entre le pays et la seule autorité d'un chef parvenu « *par effraction* » au sommet de l'État.

Certains, jusqu'au sommet des organisations ouvrières, se laissent prendre dans ce chantage alors que la masse des militants et des responsables ouvriers aspirent, à l'inverse, à en découdre. L'exaspération et la colère montent dans le pays, comme l'exprime notamment la multiplication des appels à la grève et à la manifestation dans la fonction publique et au-delà, le 22 mars.

Fragile, extraordinairement fragile situation, où se joue le sort de l'essentiel des conquêtes de la classe ouvrière de ce pays.

Chaque semaine, lisez *Informations ouvrières* !

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

